

éditorial



GROS SABOTS

C'est un des grands classiques de la politique : la visite du salon de l'Agriculture. Chaque année, ces urbains qui sont les responsables politiques défilent devant des ruraux un brin amusés en les voyant arriver avec leurs gros sabots électoraux. Ils tâtent le cul des vaches d'une main et caressent le poil des agriculteurs de l'autre. Lorsqu'on brigue l'Élysée, il faut être ambidextre pour sillonner la plus grande ferme de France. Car ? à l'approche d'une élection présidentielle, les attentes du monde rural sont encore plus vives. Notamment cette année où le découragement et les interrogations sur le modèle agricole français sont de plus en plus lancinants. Faillites des exploitations, baisse des revenus, grippe aviaire, industrialisation croissante, prise en compte des facteurs écologiques, incertitudes sur la PAC : les causes des inquiétudes des paysans sont nombreuses dans un secteur en pleine transformation qui produit des laissés-pour-compte comme d'autres domaines de la vie économique et peut même conduire au suicide.

Rassurer le monde rural sans verser dans la démagogie, la tâche des candidats à l'Élysée n'est pas simple. D'autant que les agriculteurs ont souvent été échaudés. Quant à ceux qui, parmi eux, ont suivi les débats des primaires de droite comme de gauche, ils n'ont guère été rassurés. Ils ont remarqué que ces jours n'avaient guère laissé de place aux questions qui touchent leur vie quotidienne et professionnelle. Cet «oubli» les renforce dans le sentiment qu'ils éprouvent d'être quelque peu abandonnés par le pouvoir politique, comme s'ils demeuraient les vestiges d'un monde ancien, alors qu'ils sont viscéralement attachés à leur terre et à leur travail et qu'ils s'efforcent de se moderniser dans des conditions difficiles. Dans sa dernière interview avant sa mort brutale, Xavier Beulin, le président de la FNSEA, déclarait que «le bilan de ce quinquennat n'a pas été positif pour l'agriculture». Il faut dire que le monde rural n'en a jamais vraiment pincé pour la gauche. Il avait plutôt la fibre chiraquienne. Traditionnellement ancré à droite, il glisse désormais de plus en plus vers le Front national. Pourtant ? les positions de Marine Le Pen qui veut claquer la porte de l'Europe s'avèrent en totale contradiction avec les intérêts des agriculteurs qui dépendent de subventions européennes. La société rurale n'échappe pas au phénomène plus général de la «lepenisation» des esprits qui gagne le corps électoral français, confirmant que le FN prospère d'abord sur les secteurs en crise.

Une agriculture plus que jamais responsable

La 54^e édition du Salon international de l'Agriculture qui s'ouvre aujourd'hui à Paris sur fond de crises fait la part belle aux produits de qualité. Plus de 600 000 visiteurs sont attendus.

Fine, l'égérie du Salon international de l'Agriculture 2017, qui ouvre ses portes aujourd'hui Porte de Versailles, semble montrer la voie. Cette vache aux jolies cornes en lyre de race Bretonne Pié-Noire, première race française en 1900, a bien failli ne jamais voir le jour. Ses congénères ont en effet connu un déclin drastique après la guerre au point d'être classés «en voie de disparition». Sauvée en extrême, la race compte aujourd'hui 2 500 têtes et est, à double titre, un symbole du Salon : la preuve qu'il existe d'autres modèles que l'agriculture intensive et, affirme le propriétaire de Fine, «que l'on peut bien en vivre».



Fine, la mascotte du 54^e Salon de l'Agriculture dans son pré de Loire-Atlantique avec son propriétaire Cédric Briand.

«Une passion, des ambitions» L'engouement pour le bio et la croisade menée par le ministre Stéphane Le Foll autour de l'agroécologie (lire ci-contre) sont autant de signes donnés en ce sens. Même si l'on sait que le chemin sera long et chaotique. Cette 54^e édition du SIA est en effet marquée par les crises, aviaire, de l'élevage, des céréales et du lait et le décès brutal, dimanche, du président national de la FNSEA, Xavier Beulin qui martelait que les difficultés récurrentes poussent un agriculteur au suicide chaque jour de l'année à l'image de cette jeune mère de deux enfants passée à l'acte dans sa laiterie des Côtes d'Armor, hier. Faut-il le rappeler ? Le revenu moyen d'un chef d'exploitation agricole a diminué de 26,1 % en 2016 par rapport à 2015. Pourtant, le slogan du Salon le soutient, l'agriculture française est non

seulement «une passion» mais elle ne manque pas d'ambitions». À deux mois des élections présidentielles, les candidats qui se pressent autour des stands pendant cette quinzaine, sont tenus d'entendre le message. La paysannerie hexagonale est aujourd'hui au milieu du gué mais ne manque ni d'idées, ni d'intelligence pour le traverser... ni de soutiens. Un sondage publié hier par Groupama assure en effet que l'attachement des Français à son agriculture est «entier et relève pour 55 % d'entre eux de leur identité culturelle». On pourra facilement jauger cet engouement jusqu'au 5 mars puisque plus de 600 000 visiteurs

sont attendus à Paris. 1 300 éleveurs les attendent. Mais sans bêtes à plumes cette année. Les paysans et le Big Data Une ferme digitale et ses douze start-up témoignent par ailleurs d'un monde agricole définitivement connecté, loin de l'image archaïque que certains lui prêtent encore. De plus en plus de paysans exploitent en effet capteurs et autres avancées du Big Data pour limiter l'usage des pesticides, optimiser les rendements ou faire du e-commerce. Enfin, outre le millier de stands à visiter et le concours général qui se dé-

roulera aujourd'hui, la région Occitanie débarque en force au SIA avec une carte de visite à faire pâlir d'envie les grands céréaliers et sucriers du dessus de la Loire : premier vignoble au monde pour les vins d'origine, première région européenne avec 250 produits sous signe de qualité, première région agricole française, première région bio de France. Plus de 60 % des Français estiment qu'en pleine transformation, l'agriculture française est capable d'attirer de nouvelles générations en quête de terroir et d'authenticité et de répondre aux enjeux d'avenir. Toute la question est de savoir comment et jusqu'à quand elle tiendra pour résister à l'aspiration de la mondialisation tout en préservant ses atouts qualité. Un dur et long combat.

Christine Roth-Puyo

ELYSEE 2017

CE QUE PROPOSENT LES CANDIDATS

● **François Fillon.** Comme pour l'ensemble de son programme, Fillon prévoit pour l'agriculture une baisse des charges. Il promet aussi une simplification du droit, un sursis d'imposition lors de la transmission de la PME agricole aux descendants, la suppression du principe de précaution dans la Constitution, le soutien aux circuits directs grâce à un crédit d'impôt et des prêts d'honneur, enfin un «compte épargne aléas climatiques et économiques».

● **Benoît Hamon.** Mise en place d'une «transition agricole» en lien avec l'écologie et le social, lutte contre les «perturbateurs endocriniens, nanoparticules et pesticides dangereux», «programme d'investissements de 5 milliards» pour développer le bio, l'agroécologie et les circuits courts. Les critères d'examen des dossiers d'installation et de reprise d'exploitation seraient modifiés pour «favoriser» les dossiers bio et agro-agricoles, mais aussi le développement de cultures maraichères aux abords des villes, négociation au niveau européen pour verdir la politique agricole commune : une partie de la PAC, environ 400 millions d'euros, sera consacré à ce «modèle

agroécologique».

● **Emmanuel Macron.** Déblocage d'un fonds de 200 millions d'euros pour récompenser les «bonnes pratiques agricoles», et accompagner les agriculteurs dans une conversion vers le bio, mise en place d'un programme d'investissements sur 5 ans pour moderniser les exploitations et encourager aux circuits courts, allègements de charges, droit au chômage pour tous, y compris les entrepreneurs, renforcement du poids des organisations de producteurs face aux industriels et distributeurs ; pour qu'elles puissent négocier des contrats-cadres sur les volumes et le prix du lait.

● **Marine Le Pen.** Aides à la conversion vers le bio, baisse des charges pour les exploitations bio, instauration d'une TVA à 0% sur le bio pour inciter les consommateurs, application du «patriotisme économique» aux produits agricoles français : notamment via des commandes publiques (État et collectivités) pour soutenir les paysans et pêcheurs français, refus des traités de libre-échange et développement des circuits courts, interdiction de l'importation et la vente de produits provenant de

l'étranger qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français ; étiquetage obligatoire clair sur l'origine des produits commercialisés.

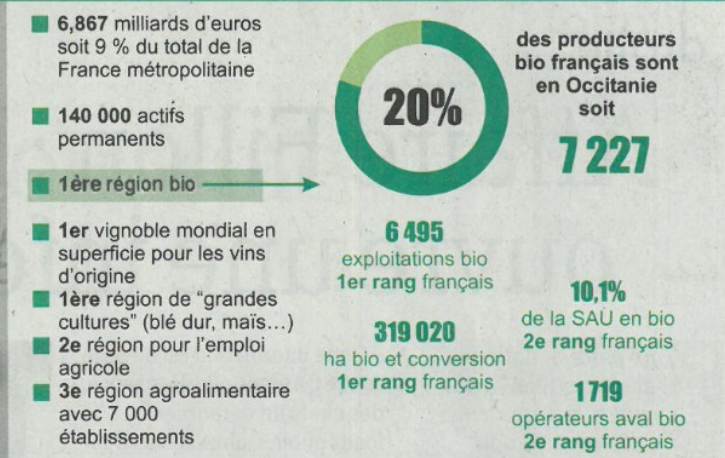
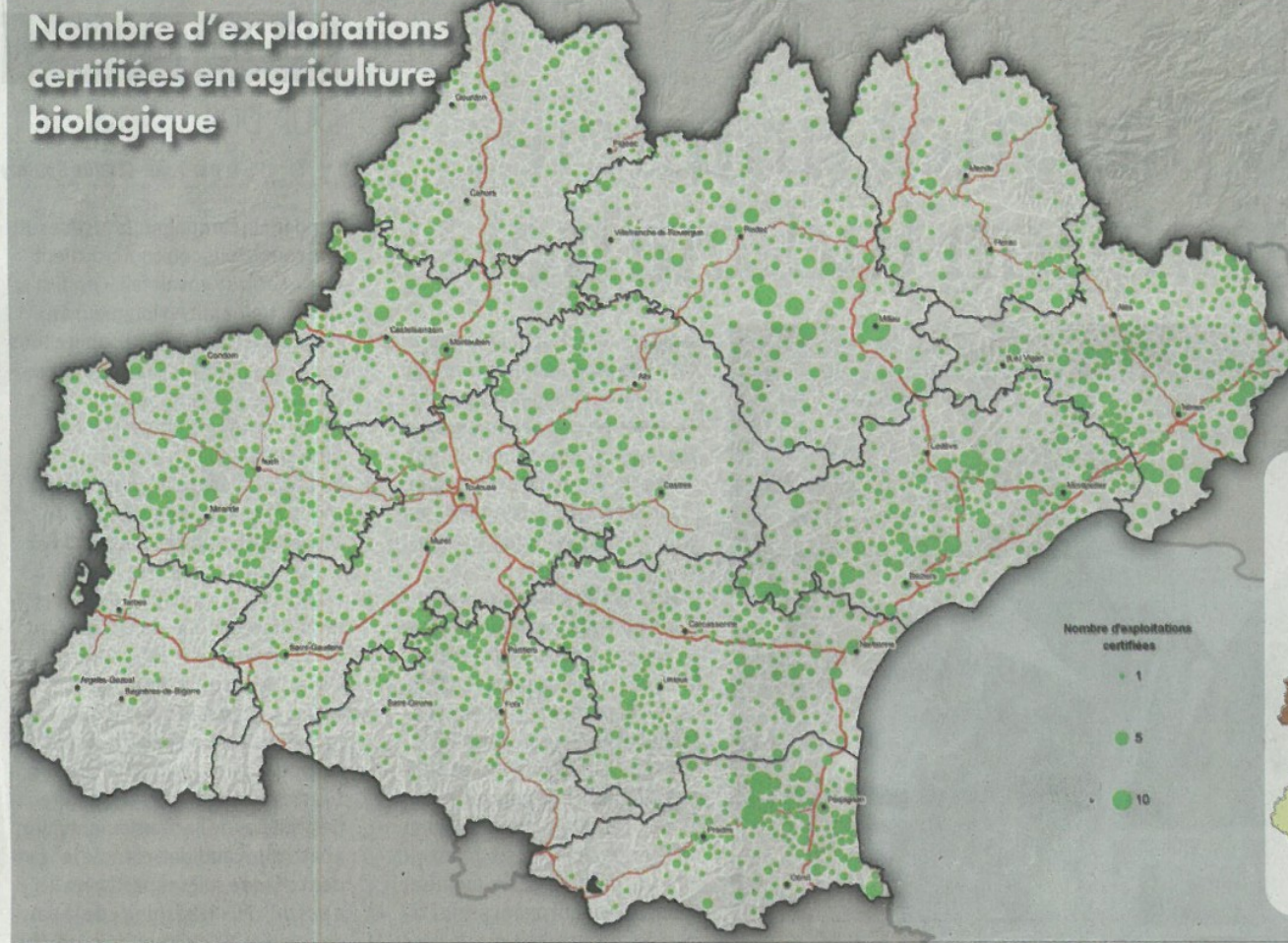
● **Jean-Luc Mélenchon.** Conversion progressive de l'ensemble de l'agriculture française vers une agriculture paysanne et bio, et non pas une agriculture industrielle subventionnée par les aides publiques aujourd'hui, arrêt des projets de fermes-usines : instauration d'une surface maximale par actif agricole, et soutien à l'installation de nouveaux agriculteurs pour 300.000 nouveaux emplois en 10 ans, mise en place d'une loi planifiant la transition écologique de l'agriculture avec un calendrier à 10 ans, avec des points d'étape à atteindre, redéfinition des normes d'élevages pour mieux respecter le bien-être animal, notamment par sur les conditions d'abattage : limiter au maximum la souffrance animale et rendre possible l'abattage à la ferme, relocalisation de la production de fruits et légumes sur le territoire national, et plus généralement relocalisation de la production au plus près des lieux de consommation en développant les circuits courts.



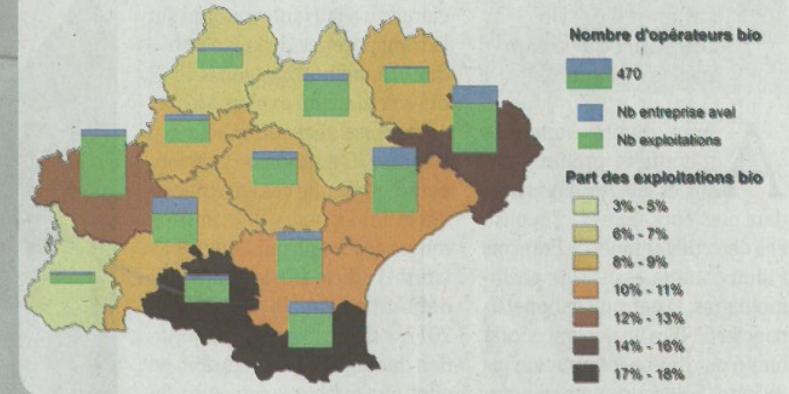
LES OBSÈQUES DE XAVIER BEULIN

Émotion intense, hier en la cathédrale d'Orléans, où se sont déroulées les obsèques de Xavier Beulin, l'ancien patron de la FNSEA, décédé brutalement à 58 ans. Plus de 3 000 personnes étaient réunies, en présence de François Hollande, président de la République et de nombreuses personnalités du monde politique et agricole, dont François Fillon ou Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy, François Bayrou, Manuel Valls et bien d'autres...

Nombre d'exploitations certifiées en agriculture biologique



Répartition des opérateurs et part des exploitations engagés en bio en 2015



L'OCCITANIE CHAMPIONNE DU BIO

Question produits alimentaires de qualité, il n'y a pas photo. La région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée est première en bien des domaines (lire carte). On vante avec raison les veaux d'Aveyron et du Ségala, bœuf fermier Aubrac, gascons et limousins, brebis Causse du Lot - tous Label rouge, mais aussi les Blonde d'Aquitaine, la filière Roquefort, les productions caprines (AOP Rocamadour), le Jambon Noir de Bigorre AOC et le Porc Noir de Bigorre AOC... On sait aussi combien les circuits courts que le consommateur apprécie se sont développés sur nos terres gasconnes. Mais peut-être ne mesure-t-on pas encore assez la place prise par l'agriculture biologique en Occitanie au point de lui donner la première de France.

mené en 1998, quand Martin Malvy alors président du conseil régional lançait en Midi-Pyrénées un premier programme de soutien au bio alors que déjà, des paysans excédés par leur condition déversaient des tombereaux de fumier devant les préfectures. La même année dans le Gers, département pionnier et classé aujourd'hui champion de France dans ce domaine, l'actuel président du conseil général Philippe Martin allait plus loin en instaurant une aide départementale à la conversion au bio.

majorations de 10 % accordées par la région ont fait le reste. Rattrapés par les crises répétitives, de nombreux agriculteurs se sont engouffrés dans la brèche. Et aujourd'hui, les demandes de conversion au bio sont telles que des plafonds ont dû être introduits par exploitation depuis l'an dernier. Rien qu'en 2015, elles ont augmenté de 108 % dans l'Aude, 579 % en Lozère, 326 % en Ariège, 238 % en Haute-Garonne, 262 % dans le Gers, 812 % dans les Hautes-Pyrénées... Soit une augmentation moyenne pour toute l'Occitanie de 162 %. La même année, l'évolution du nombre d'exploitations a été de 34,1 % dans le Gers, 35,9 % dans les Hautes-Pyrénées, 27 % en Haute-Garonne pour ne citer que les plus importantes. Ainsi, en février 2017, 7 227 producteurs étaient enga-

gés en bio (4732 qu'en 2016).

Autre cocorico régional, car le bio, c'est bien, encore faut-il le vendre et tant qu'à faire en privilégiant les circuits courts : 473 distributeurs sont aujourd'hui répartis sur le territoire, ce qui constitue l'offre la plus importante après celle de la région parisienne et qui représente environ 94 m2 de magasin bio pour 10 000 habitants. On le voit, en Occitanie, la culture et l'élevage bio creusent leur sillon. Et l'avenir promet de continuer. «Le soutien à l'agriculture biologique, aux filières de qualité et à la promotion des produits agricoles constituera une priorité pour la région, encore en 2017» promet la présidente de la région, Carole Delga.

2,70 M€ seront ainsi consacrés au développement du bio et à des actions collectives qui concernent aussi les filières de qualité - la région compte déjà 250 signes officiels de qualité. De plus, après la très forte dynamique de conversion en 2015 et 2016, un abandon de l'Feader de 29 M€ est prévu cette année, pour porter le total du soutien européen aux mesures à la conversion et au maintien en agriculture biologique à 133 M€, soit une hausse de 28 %.

D'évidence, l'Occitanie fait grande la place à une nouvelle agriculture qui ne demande qu'à fructifier pour le bien de tous.

C. R.-P.

«Le plan Ambition bio lancé par le ministre de l'Agriculture en 2014 autorise le versement de 300 € par ha converti.»

REPORTAGE

« J'ai choisi le bio et je ne reviendrai pas en arrière »

Son téléphone n'arrête pas de sonner, son ordinateur est toujours allumé, sa tablette est à portée de main, et quand il trace ses sillons, il s'en remet au GPS i Christian Dallies, 40 ans, producteur bio à Escombeboeuf, dans le Gers, n'a vraiment pas le look du paysan bio baba cool qui regarde pousser les cornes de ses chèvres. Lui, il est plutôt du type agriculteur 2.0, pour qui la modernité, c'est de ne pas utiliser les vieilles et lourdes panoplies chimiques.

«Je suis né ici, et j'ai repris la ferme de mes parents qui produisaient déjà de l'ail et des céréales. Depuis deux ans, je me suis lancé dans l'agriculture biologique. Je ne voulais plus utiliser les produits phytosanitaires : on sait que cela a des effets nocifs, sur les consommateurs et sur les agriculteurs.»

Sa spécialité, c'est l'ail blanc bio. On le plante à la fin du mois de novembre et on récolte au tout début du mois de juin. Avec l'agriculture biologique, cela demande moins de produits chimiques,

mais beaucoup plus d'huile de coude et aussi de jus de crâne ! D'abord, on tend un piège à Dame nature : «À la fin de l'été, on procède au faux semis.» Un genre de labour, après la récolte qui révèle... les mauvaises graines. Dès que ces indésirables ont poussé, «on les détruit mécaniquement avec un scalpeur !» Ruse de Siou, qui permet déjà de nettoyer le terrain. Mais ce n'est pas fini. Après les vrais semis : «...au lieu d'épandre des désherbants, on ôte les mauvaises herbes mécaniquement, avec une herse étrille.» Un énorme outil derrière le tracteur, qui pointe en terre des dizaines de griffes qui vont hacher menu les mauvaises herbes. Et s'il le faut, on passera ensuite l'écimeuse, pour rendre raison à la folle avoine !

Alors, évidemment, «C'est beaucoup plus d'heures sur le tracteur» admet Christian. «Il ne faut pas se laisser déborder...»

En fait, avec l'agriculture bio, on renonce



Pour remplacer les herbicides, Christian Dallies désherbe mécaniquement sa plantation d'ail bio. / Photo DDM.

aux armes de destruction massive, pour une lutte qui s'apparente au judo ou au poker menteur.

«Tous les ans, on change de culture sur le même sol. Si cette année je plante de

l'ail, l'année suivante, je ferai pousser du blé, l'année d'après du soja, ensuite de l'épeautre, ou de la petite lentille, l'année suivante du tournesol, puis encore du blé et enfin l'ail.»

Pourquoi ? «Pour éviter que les maladies ne s'installent.»

Les infections ou les bestioles qui seraient tentées de revenir à l'endroit où elles se sont remplies la panse l'an passé !

«En agriculture biologique, on apporte

à la terre des oligo-éléments, du cuivre, du bore... L'idée c'est de fortifier la plante, pour qu'elle puisse elle-même combattre contre les agressions.»

Car on ne l'imagine pas, mais les dangers sont nombreux, dans la campagne gersoise. Il y a les limaces, petites, gluantes, mais voraces, le taupin, un coléoptère dont la larve est un ver qui dévore le maïs, la sclérote, colonie de champignons microscopiques indésirables, ou encore la rouille de l'ail, une autre mycose : champignon pour champignon, l'ail, on le préfère quand même avec de bons gros cépes.

«Avec l'agriculture biologique, la récolte d'ail est deux fois moins importante. On peut le vendre plus cher, mais pas deux fois plus cher.»

En revanche, Christian économise sur les produits chimiques, le surcoût de mazout est marginal.

«Je ne sais pas si tout le monde pourra s'offrir des produits bios, car ils restent chers, estime Christian. Mais à mon avis, le bio tire la production vers le haut, nous incite à nous tourner vers une agriculture mieux raisonnée. En tout cas, moi, je serais fier de transmettre cette exploitation-là à mes enfants. Je suis content, et je ne reviendrai pas en arrière.»

Dominique Delpioux